

Expert Meeting on

CYBERLAWS AND REGULATIONS FOR ENHANCING E-COMMERCE:
INCLUDING CASE STUDIES AND LESSONS LEARNED

25-27 March 2015

The Way Forward

By

Professor Abdoullah Cissé

Université Gaston Berger Saint Louis du Sénégal

The views reflected are those of the author and do not necessarily reflect the views of UNCTAD

CYBERLEGISLATIONS ET REGLEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE ELECTRONIQUE - PERSPECTIVE AFRICAINE

1. ENJEUX & DÉFIS

CONSTATS

LE RISQUE NUMERIQUE EST EN NETTE PROGRESSION

- un phénomène global
- un phénomène global en nette progression
- un phénomène lié à la civilisation numérique

LA FRACTURE NUMERIQUE SE CREUSE

L'Afrique n'a pas tous les avantages du numérique

- Education/formation
- Commerce
- Gouvernance
- Télévision numérique

L'Afrique subit plus que tous les travers du numérique

- Fracture numérique
- Exclusion numérique : société de l'information et économie numérique

LES REPONSES AFRICAINES SONT ENCORE INSUFFISANTES

La convention de l'UA est signée et couvre les domaines suivants :

- cybersécurité
- transactions électroniques
- protection des données personnelles
- lutte contre la cybercriminalité

La convention africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel n'est pas encore entrée en vigueur

Toutes les communautés économiques régionales n'ont pas encore harmonisé leurs cyberlégalisations

Beaucoup d'Etats n'ont pas encore le minimum légal et réglementaire

Beaucoup de secteurs clés de l'économie numérique ne sont pas encore réglementés

PRINCIPAUX DEFIS - Créer un cadre juridique de confiance

- PREVISIBLE
- ORGANISE
- PROTECTEUR
- SECURISE
- INTEGRE A L'ORDRE INTERNATIONAL

2. CREATION D'UN CADRE JURIDIQUE DE CONFIANCE : POUR UNE APPROCHE QUALITATIVE

1. ENJEUX & DÉFIS

CYBERLEGISLATIONS ET REGLEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE ELECTRONIQUE - PERSPECTIVE AFRICAINE

2. CREATION D'UN CADRE JURIDIQUE DE CONFIANCE : POUR UNE APPROCHE QUALITATIVE

1 POUR UNE DEMARCHE PROACTIVE DE GESTION DU RISQUE NUMERIQUE

- Définir des stratégies de cybersécurité dans chaque Etat et dans chaque CER
- Ratifier la convention de l'UA sur la cybersécurité et la protection des données personnelles
- Mettre en harmonie le droit interne avec le droit régional et le droit international
- Définir des stratégies pertinentes pour la société de l'information et l'économie du savoir

2 POUR UNE APPLICATION EFFECTIVE ET EFFICACE DES TEXTES JURIDIQUES

- Elaborer et mettre en oeuvre un cadre réglementaire pertinent et adapté au système juridique national et régional
- Mettre en place les institutions de régulation appropriées (données personnelles, certification électronique, normalisation, CIRT etc.)
- Renforcer les capacités des parties prenantes à tous les échelons
- Sensibiliser les usagers à l'utilisation responsable de l'internet

3 POUR UN SYSTEME DE MESURE ET D'EVALUATION ADEQUAT

- Elaborer des indicateurs de mesure pertinents pour connaître le poids réel de l'Afrique dans l'économie numérique
- Illustration
 - L'Afrique pèse moins de 1% dans le commerce électronique
 - L'Afrique est un continent avec une extrême diversité de situation (hyperconnectés et hypoconnectés)
- Commentaires
 - Les noms de domaine nationaux et régionaux étant peu utilisés ou inexistant, quelle est la part de l'Afrique qui utilise les noms de domaines génériques et ceux d'autres pays ?
 - Quelle est la contribution de la diaspora africaine dans l'économie numérique mondiale ?
 - Quelle est la part de l'Afrique dans les systèmes internationaux d'innovation et de propriété intellectuelle ?

4 POUR L'AMELIORATION CONTINUE EN VUE DE RENDRE L'ENVIRONNEMENT PLUS PROPICE

- Accélérer l'entrée en vigueur de la convention de Malabo
- Accompagner les Etats dans la transpositions des normes africaines et internationales dans leurs législations internes
 - règles d'utilisation de l'internet
 - cybersécurité
 - liberte d'expression
 - propriété intellectuelle
 - fiscalité des transactions électroniques
 - protection des consommateurs
 - paiements électroniques transfrontaliers
 - protection et sécurité des enfants
- Anticiper et approfondir les cyberlegislations africaines
- Renforcer les capacités et l'autonomie des acteurs en matière de cyberlégislations